

Débat public sur le futur de la politique agricole commune après 2013

Réponses de Jean Louis Joseph Vice Président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, membre du Comité des Régions de l'Union Européenne.

Pourquoi avons-nous besoin d'une politique agricole commune?

La PAC a été fondatrice de l'action européenne dès l'Europe des six. Elle doit rester centrale dans les problématiques européennes. Nourrir une population sans cesse croissante au plan mondial, assurer la sécurité alimentaire des européens sont des enjeux majeurs pour nous tous. Nourrir la population avec des produits sains, à partir de l'activité d'exploitations agricoles familiales justement rémunérées du travail et sauvegardant notre environnement et nos paysages est un impératif.

Qu'est-ce que les citoyens attendent de l'agriculture?

La PAC reste une politique européenne structurée et structurante.

Elle est cruciale dans un contexte de libéralisation et d'ouverture de marchés (constat de l'impact récent de la disparition des outils de régulation...)

Le dogme politique développé par certains pays concernant la sécurité alimentaire assise sur nos capacités à financer nos achats sur le marché mondial dans une économie ouverte est stratégiquement très discutable à la lumière des événements récents : spéculation en développement depuis 2007 sur les matières premières agricoles, crises climatiques, évolution des besoins, achats stratégiques de terres agricoles en Afrique par des pays tiers.)

Pourquoi réformer la PAC?

Les citoyens attendent la sécurité alimentaire en quantité et qualité avec des produits sains. Ils attendent que l'agriculture reste bien présente dans leurs territoires et que la politique agricole commune soit équitable et soutienne les productions méditerranéennes qui en ont besoin. Ils attendent également une agriculture respectueuse de l'environnement, une agriculture économiquement viable, socialement équitable et productrice d'un environnement de qualité.

Les agriculteurs attendent également des prix intérieurs acceptables qui ne soient pas soumis à des fluctuations non contrôlées liées à la spéculation et/ou aux aléas climatiques...

De quoi avons-nous besoin pour la PAC de demain?

Il faut adapter la PAC aux enjeux actuels : crise de l'agriculture en général et des productions méditerranéennes en particulier, demande des citoyens de produits sécurisés et de qualité, demande d'une agriculture productrice d'un environnement de qualité, crise climatique qui amène à favoriser les produits à bilan carbone minimal, les produits de saison. Dans l'espace agricole méditerranéen les questions autour du foncier agricole et de la gestion concertée et durable de la ressource en eau sont particulièrement importantes. Il faut aussi adapter la PAC au contexte de décentralisation de la plupart des pays européens : renforcer le rôle des Régions dans la gouvernance, la gestion déléguée des fonds, le suivi, l'évaluation.

Il y a également nécessité de réformer pour un meilleur équilibre entre filières, producteurs, une prise en compte équilibrée des aspects territoriaux et environnementaux, mais également et paradoxalement pour réinventer des mécanismes de régulation que nous avons déconstruits depuis plus de 10 ans.

Nous avons besoin d'une PAC qui doit demeurer commune, assure l'indépendance et la sécurité alimentaire des européens, assure des revenus décents, bénéficie à l'ensemble des productions notamment méditerranéennes, favorise les changements vers des pratiques durables, privilégie l'emploi et l'occupation des territoires ainsi que les systèmes de production respectueux de l'environnement, prenne en compte les handicaps naturels, soit dotée de modalités de gouvernance avec un rôle accru des régions et un budget à la hauteur des défis à relever.

Nous avons besoin d'une PAC adaptée aux enjeux. Nous avons besoin d'une politique qui s'inscrive dans la durée en cohérence avec le « temps » dans lequel s'inscrivent les mutations et les investissements agricoles.

Nous avons besoin d'un cadre politique lisible et respecté dans ses principes face à des échanges mondialisés.

Nous avons besoin d'une PAC qui prenne véritablement en compte les spécificités méditerranéennes. Les critères qui devront être retenus pour décider de l'octroi des aides devraient d'avantage tenir compte de l'emploi par hectare cultivé et de la biodiversité régionale.

Jean-Louis JOSEPH